

Bilan de législature

Bateau ivre, le parlement a navigué sans capitaine

À la veille des élections, il est temps de se demander ce qu'ont fait les cent députés genevois de cette législature. Et qui fera les frais du renouvellement des élus

L'essentiel

- Bilan La législature 2013-2018 a été particulièrement chaotique, sans majorité cohérente stable.
● Tensions Le MCG a tenu un rôle central, faisant et dé faisant les majorités, mais ces tensions l'ont finalement fait exploser.
● Pronostics Des divisions minent les chances d'Ensemble à Gauche et du MCG à l'élection du 15 avril.

Éric Budry

L'avis des députés est presque unanime: la législature 2013-2018 a été assez calamiteuse. Le Grand Conseil a traversé tant de tempêtes et a changé de cap si souvent qu'il donne l'impression d'avoir navigué sans visibilité.

À gauche, on est certes plutôt content d'avoir limité les dégâts, mais rien de plus (le Vert Mathias Buschbeck). À droite, on déplore de n'avoir pu mener les grandes réformes que l'on jugeait indispensables (le PLR Cyril Aellen). Et tous déplorent les blocages. Ainsi que l'instabilité du MCG. Le MCG, précisément. Lui au moins devrait

«Le Grand Conseil n'a pas réussi à réaliser grand-chose, mais le Conseil d'État ne l'a pas aidé beaucoup non plus»

Romain de Sainte Marie Député socialiste

claironner, fier d'avoir mené le parlement par le bout du nez. Mais il se dit modestement content d'avoir pu faire avancer sa thématique principale, la préférence cantonale» (le député François Baertschi). Un petit retour en arrière s'impose pour comprendre comment on en est arrivé là.

1 En 2013 apparaît la fiction des trois pôles

Le 6 octobre 2013, c'est le choc. Genève découvre le nouveau Grand Conseil qu'il s'est donné. Il n'existe plus désormais deux camps, mais trois pôles. Le MCG et l'UDC, qui se sont baptisés la Nouvelle Force, totalisent désormais 31 sièges, presque un tiers du parlement. L'Entente (PLR et PDC) dispose de 35 élus et l'Alternative (PS, Verts, EàG) de 34.

Les autres faits marquants de cette élection sont la réapparition d'Ensemble à Gauche avec 9 élus et l'écroulement des Verts, qui passent de 17 sièges à 10. Récemment fusionnés, libéraux et radicaux font moins bien ensemble que sé-



Échec En décembre 2015, le débat budgétaire tournait à la catastrophe. Le Grand Conseil refusait à l'unanimité d'entrer en matière sur le projet de budget 2016. LAURENT GUIRAUD

parément (-7), mais le PLR est le parti le plus puissant, avec 24 élus. Si le premier budget de la législature ne fait guère de vagues, celui de 2015 met en lumière toutes les tensions politiques qui traversent le parlement. Le PLR, l'UDC et le MCG imposent un budget et des coupes (abstention du PDC) contre l'avis de la gauche. Dans cette phase, le MCG se positionne clairement en faveur de la maîtrise des dépenses publiques très UDC-compatible.

2 En décembre 2015, le MCG explose

Cette ligne sera conservée durant toute l'année 2015. Elle débouchera, les 17 et 18 décembre, sur une catastrophe budgétaire inédite à Genève: un refus d'entrer en matière unanime (moins une voix) du Grand Conseil sur le projet de budget 2016 du Conseil d'État.

On assiste là au paroxysme des tensions, mais également au tournant de la législature. En plus du budget, la droite et le MCG ont adopté, le 12 novembre, un «personal stop» dont même le Conseil d'État ne voulait pas. Les fonctionnaires sont dans la rue et multiplient les journées de grève.

Au Grand Conseil, Éric Stauffer s'évertue à torpiller le budget, un rôle que les partis gouvernementaux sont incapables de contrer en trouvant un consensus. Le Conseil

d'État, lui, en perd son latin et la maîtrise. Le Canton n'aura finalement aucun budget tout au long de l'année, un vide voulu par l'Exécutif.

À partir de là, plus rien ne sera pareil pour le MCG. Et, par contre-coup, pour le reste du parlement. En février, la formation tuait le «personal stop» avec la gauche. En mai, Éric Stauffer démissionnait de sa présidence pour avoir manqué sa présidence pour une voix. Désormais, le MCG va s'ancre davantage à gauche, en tous les cas pour ce qui est de la défense de la fonction publique.

3 Fin de législature en roue libre

La recomposition du Grand Conseil est immédiate. Le PLR se retrouve plus fréquemment dans la minorité, sans que la gauche n'le MCG ne parviennent réellement à donner plus de cohérence politique à leur rapprochement. Le budget 2018 est par exemple voté uniquement par le PDC, les Verts, le PS et le MCG.

Et comme les relations des députés avec le Conseil d'État ne s'améliorent pas, le brouillard est loin de se dissiper. Sur ce point, le socialiste Romain de Sainte Marie et le PLR Cyril Aellen ont un avis assez proche: «Le Grand Conseil n'a pas réussi à réaliser grand-chose, mais le Conseil d'État ne l'a pas aidé beaucoup non plus dans sa tâche», déplorent-ils. Enfin un consensus!

Le MCG et Ensemble à Gauche sont les plus en danger, mais à des niveaux différents

● Parti libéral-radical (PLR) 24 sièges/80 candidats Le plus important parti du Grand Conseil a connu une législature frustrante mais également contrastée. Alors que presque tous les astres étaient positionnés pour que le PLR impose ses vues (majorité de l'Entente au Conseil d'État, majorité de droite au parlement), la réalité a été bien différente.

● Mouvement citoyens genevois (MCG) 15 sièges/100 candidats

Le MCG avait été présenté, à raison, comme le vainqueur des élections 2013. Il était devenu la deuxième force du Grand Conseil avec ses 20 élus (dont cinq sont devenus indépendants depuis) et l'alliance conclue avec l'UDC créait un bloc faisant jeu égal avec la droite ou la gauche. Un triomphe parachévé par l'arrivée au Conseil d'État de Mauro Poggia.

La formation a réussi une chose: devenir le parti pivot de la législature. Mais cet exercice a également rendu plus visibles ses contradictions et a exacerbé les divergences internes. Elles culmineront avec le départ d'Éric Stauffer en mai 2016. Le MCG sort de la législature affaibli pour trois raisons: une division interne se paie toujours dans les urnes, le départ d'Éric Stauffer a créé un parti qui mangera un peu de son électorat et, enfin, la formation peut avoir déçu certains de ses partisans en ayant acquis du pouvoir. Cela dit, une marge de progression subsiste donc. E.BY

● Parti socialiste genevois (PSG) 15 sièges/54 candidats Les socialistes ont dû, comme les autres formations de gauche, ronger leur frein durant les quatre dernières années. Minoritaires au Grand Conseil - tout comme au Conseil d'État - ils n'ont pu compter que sur le MCG pour faire pencher la balance en leur faveur (le PDC seul ne suffisant pas). Ce qui est arrivé plus fréquemment en fin de législature.

● Union démocratique du centre (UDC) 10 sièges/47 candidats

L'Union démocratique du centre avait surpris son monde en 2013 en empochant deux sièges supplémentaires alors que beaucoup la voyaient au mieux stagner. Avec 11 élus (mais un départ durant la législature), l'UDC et son allié d'alors, le MCG, pouvaient objectivement affirmer qu'ils allaient faire jeu égal avec les deux autres blocs: l'Alternative et l'Entente.

Ca, c'était la théorie. En réalité, le troisième pôle n'a que rarement fonctionné, les deux formations se faisant plutôt concurrence. L'UDC en est donc revenue à son rôle habituel de parti d'opposition minoritaire mais résolument à droite sur les dossiers économiques et fiscaux. Cahin-caha, la formation a donc joué sa partition. À l'exception du psychodrame lié à l'exclusion de la députée Christina Meissner, il y a eu peu d'éclats. Bénéficiant d'un électorat fidèle depuis 2001 - l'UDC a toujours eu entre 9 et 11 députés - le parti conservateur devrait encore une fois, au minimum, atteindre le quorum. E.BY

● Les Verts (V) 10 sièges/76 candidats Les Verts ont connu des élections 2013 réellement catastrophiques. D'un coup, d'un seul, le parti perdait sept députés et son second siège au Conseil d'État. Avec leurs 9,16% de suffrages, les écologistes sont même la deuxième formation la plus proche de la barre des 7%, après Ensemble à Gauche. On ajoutera que leur députation n'a pu que mettre son poing dans la poche tout au long de la législature, particulièrement sur les thèmes environnementaux.

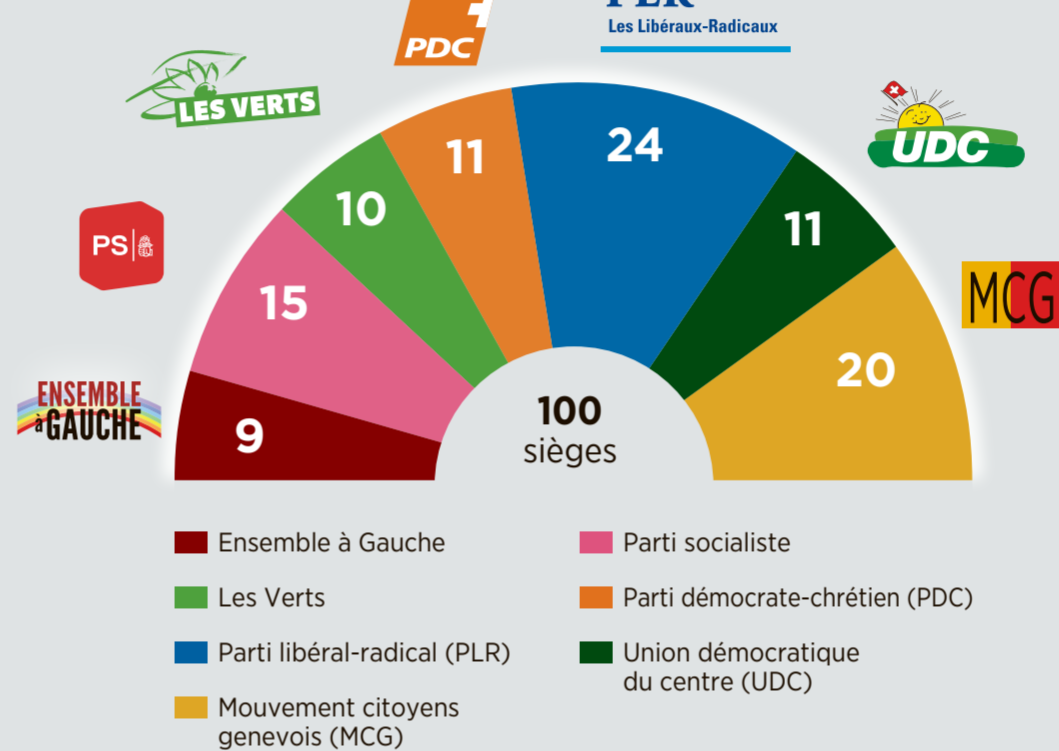
● Ensemble à Gauche (EàG) 8 sièges/68 candidats

Ensemble à Gauche (EàG) est incontestablement le maillon le plus faible des partis représentés au Grand Conseil. Cela n'est pas dû à la qualité ou à la quantité du travail parlementaire de ses élus, mais bien à une addition de difficultés internes. Comme si la guérilla menée par les députés Magali Orsini et Pierre Gautier contre Solidarités n'était pas, il a fallu qu'éclate au grand jour, en janvier, la crise que vivait le secrétariat de Solidarités. Pire, les protagonistes en étaient la conseillère municipale Maria Pérez et le candidat au Conseil d'État Pablo Crucion. On pouvait difficilement faire pire.

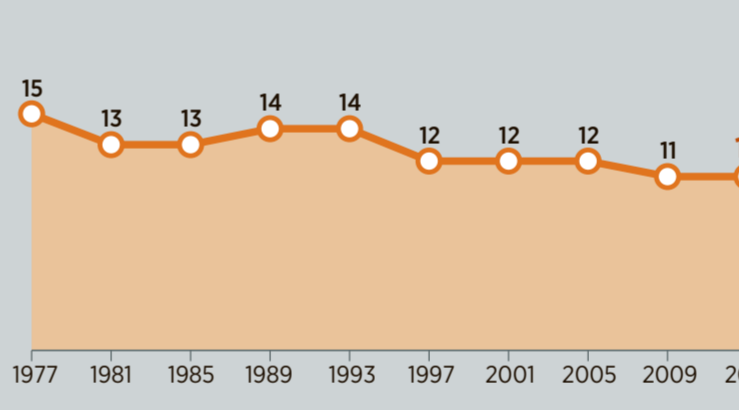
Ces querelles pourraient être fatales à la formation (8,75% des voix en 2013). Il lui reste toutefois un espoir: une forte mobilisation de son électorat induite par la crainte d'une disparition pure et simple du Grand Conseil. Ce n'est pas gagné, mais pas impossible non plus. Car le courant de pensée que représente EàG pèse, potentiellement, bien davantage que 7% des votants. E.BY

Composition du Grand Conseil suite à l'élection du 6 octobre 2013

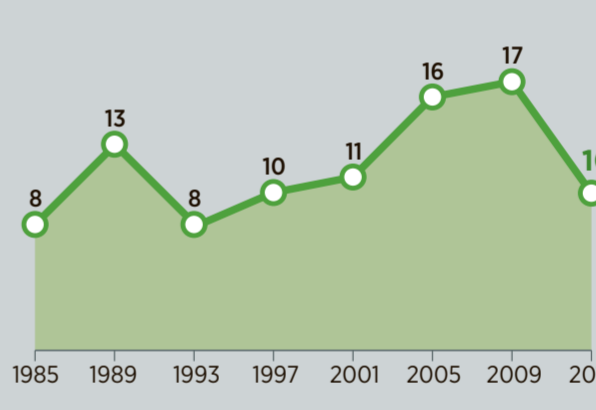
Nombre de sièges par parti En cours de législature, six élus ont quitté leur formation



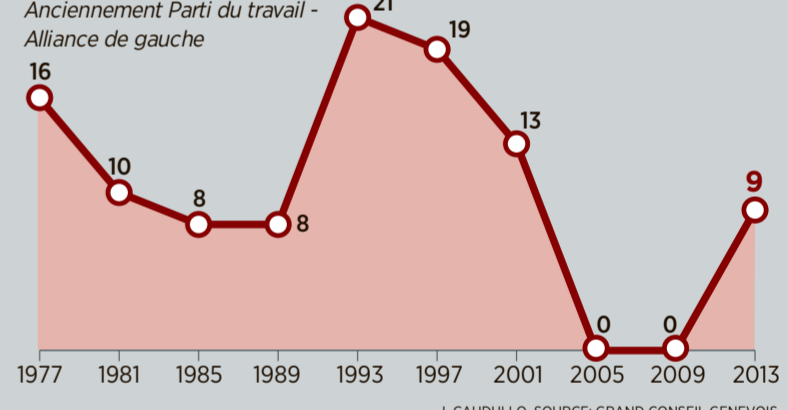
Parti démocrate-chrétien (PDC)



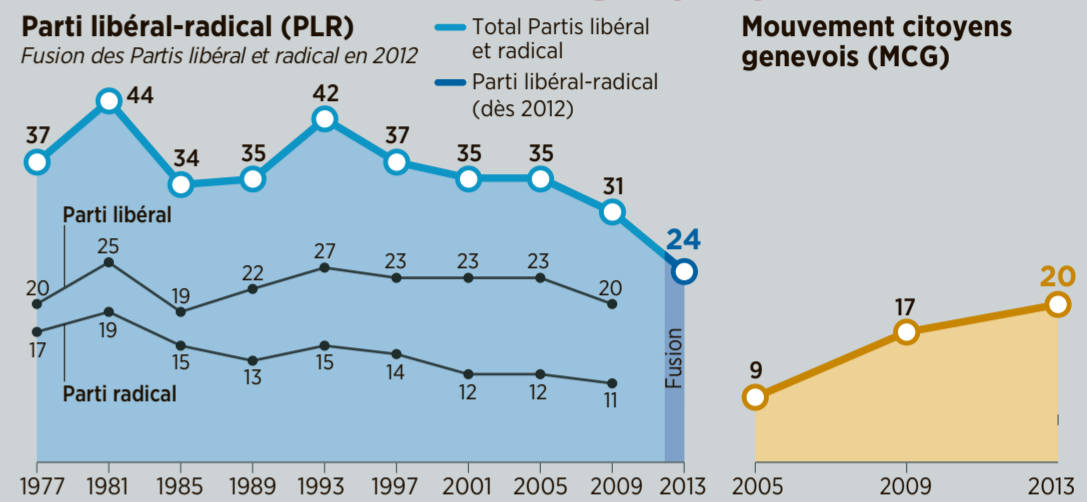
Les Verts



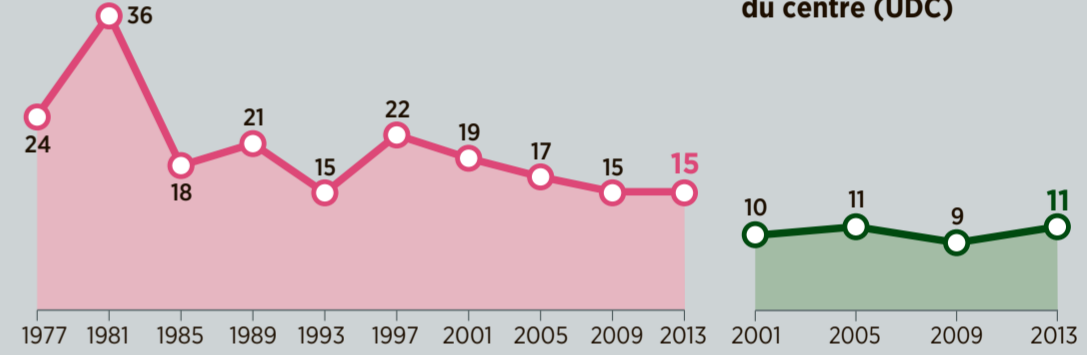
Ensemble à Gauche (EàG)



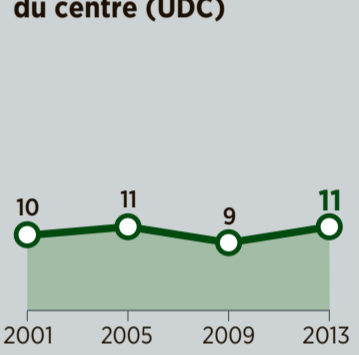
Évolution du nombre de sièges par parti



Parti socialiste (PS)



Union démocratique du centre (UDC)



Éric Stauffer reste au centre du jeu

En plus des sept partis aujourd'hui représentés au Grand Conseil, six autres listes sont en lice. Genève en marche La formation créée par Éric Stauffer après son départ du MCG lance 40 candidats, dont trois députés ex-MCG. Elle est sans conteste, parmi les nouvelles listes, celle qui a le plus de chances de parvenir à ses fins. Malgré d'importants moyens financiers et des figures connues, il ne sera cependant pas aisé pour GeM d'atteindre le seuil des 7% de voix, condition impérative pour entrer au parlement cantonal. En déplaçant nettement le curseur à droite, Ronald Zacharias et Éric Stauffer viennent en effet chasser sur des terres qui sont déjà celles de l'Entente, voire de l'UDC. GeM lance certes quelques hameçons plus populistes à l'adresse de la classe moyenne et des anciens. Sera-ce suffisant? Seule certitude: le nouveau parti affaiblira le MCG.

La Liste pour Genève Lancée par les députés Magali Orsini (La Gauche) et Pierre Gauthier (Parti radical de gauche) - tous deux en guerre contre Ensemble à Gauche - cette liste a toutes les apparences d'une candidature de combat. Avec deux avantages: disposer d'une vitrine pour exposer ses idées et nuire à EàG.

La Liste femmes Formée pour dynamiser le combat en faveur d'une meilleure représentation des femmes en politique, cette liste est fondamentalement aussi de gauche. Elle va par conséquent grignoter des suffrages de ce côté de l'échiquier.

PBD Genève Le Parti bourgeois-démocratique cherche avant tout à marquer sa présence à Genève en présentant une liste de 15 candidats. La section genevoise de la formation créée par l'ancienne conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf avait obtenu 0,56% des voix en 2013.

Vert'libéraux Les Vert'libéraux présentent 16 candidats cette année. Créé en 2007, le parti fait peu à peu son trou en Suisse et dispose d'une trentaine d'élus dans des parlements cantonaux, essentiellement en Suisse alémanique. À Genève, en 2013, son score avait été de 3,06%.

Égalité et équité C'est la grande inconnue de cette élection. Forte de 15 candidats, cette liste émane également de la mouvance de gauche, avec des représentants d'Attac-Genève et de Stop-TISA. Un signe de plus de son périlleux éclatement. E.BY